



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS
Office fédéral de topographie swisstopo

Instruction

du 19 août 2013 (état le 1^{er} août 2025)

Mensuration officielle

Indemnités fédérales

Editeur

Office fédéral de topographie swisstopo
Service spécialisé Direction fédérale des mensurations cadastrales
Seftigenstrasse 264, CH-3084 Wabern
mensuration@swisstopo.ch / <https://www.cadastre-manual.admin.ch>



Langue originale: allemand

Numéro de dossier: swisstopo-511.32-5

Pour des raisons de lisibilité, les règles de l'écriture inclusive ne sont pas intégralement appliquées.



Table des matières

Abréviations	5
1. Introduction	7
1.1. Objectif	7
1.2. Champ d'application	7
1.3. Bases légales	7
1.4. Prescriptions	7
2. Informations générales	8
2.1. Travaux donnant droit à des indemnités fédérales	8
2.2. Vue d'ensemble des taux de contribution fédérale	10
2.3. Prestations ne donnant droit à aucune indemnité fédérale	11
3. Premier relevé / nouveau relevé	12
3.1. Mesures prises par suite de phénomènes naturels	12
3.2. Détermination des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent	12
4. Renouvellement	13
4.1. Révision de la MO à la suite de prescriptions fédérales modifiées	13
4.2. Eliminations de tensions locales dans des œuvres de mensuration existantes	13
4.3. Mensuration à la suite d'améliorations intégrales et de remaniements parcellaires en agriculture et en sylviculture	13
5. Abornement	14
6. Mise à jour périodique (MPD)	15
6.1. MPD des points fixes	15
6.1.1. Points fixes planimétriques de catégorie 2 (PFP2)	15
6.1.2. Points fixes altimétriques de catégorie 2 (PFA2)	17
6.1.3. Points fixes planimétriques de catégorie 3 (PFP3)	17
6.1.4. Points fixes altimétriques de catégorie 3 (PFA3)	17
6.1.5. Cas particulier des points fixes planimétriques et altimétriques de la mensuration nationale (PFP1/PFA1)	17
6.2. MPD de la couverture du sol et des objets divers	18
6.2.1. Forfait alloué pour les frais d'une première MPD donnant droit à une contribution fédérale	19
6.2.2. Forfait alloué pour les frais d'une MPD ultérieure donnant droit à une contribution fédérale	19
7. Adaptations qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé (APIN)	20
7.1. Passage au modèle de géodonnées de la mensuration officielle DMAV version 1.0	20
7.2. Corrections topologiques et homogénéisations	20
8. Projets pilotes	21
9. Cas particuliers	22
9.1. Mensurations au standard de numérisation préalable (NP)	22
9.2. Frais pris en compte pour des travaux exécutés par des services officiels	22



10. Versement des indemnités fédérales	23
10.1. Plan de paiement au moment de l'ouverture de l'entreprise	23
10.2. Plan de paiement au moment de la reconnaissance de l'entreprise	23
11. Dispositions finales	24
11.1. Conséquences d'une réalisation insuffisante	24
11.2. Entrée en vigueur	24
12. Modifications	25



Abréviations

Liste des abréviations utilisées dans le présent document:

Abréviation	Désignation complète, en toutes lettres
AMO	Banque de données de l'Administration de la mensuration officielle
APIN	Versement d'une contribution fédérale pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé
CC	Code civil suisse
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DMAV	Modèle de géodonnées de la mensuration officielle
EGID	Identificateur fédéral des bâtiments
E-GRID	Identificateur fédéral des immeubles
FPDS2	Service de données des cantons sur les points fixes de catégorie 2
LFo	Loi fédérale sur les forêts (loi sur les forêts)
LGéo	Loi fédérale sur la géoinformation (loi sur la géoinformation)
LSu	Loi fédérale sur les aides financières et les indemnités (loi sur les subventions)
MD.01-MO-CH	Modèle de données 2001 de la mensuration officielle «Confédération»
MN	Mensuration nationale
MN95	Cadre de référence fondé sur la mensuration nationale de 1995
MO	Mensuration officielle
MO93	Standard de qualité de la Mensuration officielle 1993: mensuration définitive, approuvée par les cantons et reconnue par la Confédération; données numériques de la MO conformes aux dispositions de l'OMO et de l'OMO-DDPS, resp. de l'OTEMO.
MPD	Mise à jour périodique
NP	Numérisation préalable: données provisoires de la MO; données structurées selon le modèle de données de la MO; numérisation préalable de plans du registre foncier existants selon l'article 56 OMO
OMN	Ordonnance sur la mensuration nationale
OMO	Ordonnance sur la mensuration officielle
OMO-DDPS	Ordonnance du DDPS sur la mensuration officielle
OTEMO	Ordonnance technique du DDPS sur la mensuration officielle (abrogée le 1 ^{er} janvier 2024)
PFA	Points fixes altimétriques de catégorie 1, 2 et 3
PFP	Points fixes planimétriques de catégorie 1, 2 et 3
RegBL	Registre des bâtiments et des logements de l'Office fédéral de la statistique
RS	Recueil systématique du droit fédéral



Abréviation	Désignation complète, en toutes lettres
Service spécialisé de la Confédération	Service spécialisé Direction fédérale des mensurations cadastrales
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes

1. Introduction

Les indemnités versées par la Confédération dans le cadre de programmes d'ensemble et de projets isolés ayant trait à la mensuration officielle (MO) sont régies par les bases légales répertoriées au paragraphe 1.3. Les frais pris en compte selon l'article 47d OMO, les pourcentages indiqués à l'annexe de l'OMO (regroupés au sein du Tableau 2), de même que les autres spécifications du service spécialisé Direction fédérale des mensurations cadastrales (service spécialisé de la Confédération) figurant dans les conventions-programmes (cf. art. 38 LGéo) sont déterminants pour le calcul des contributions fédérales.

1.1. Objectif

La présente instruction régit ou précise les indemnités versées par la Confédération aux cantons pour les travaux de la MO.

1.2. Champ d'application

C'est toujours la version de la présente instruction en vigueur à la date d'ouverture d'une entreprise qui s'applique pour les travaux de la MO.

1.3. Bases légales

Les bases légales suivantes contiennent des règles de droit déterminantes pour la présente instruction:

- Code civil suisse (CC)
[RS 210](#)
- Loi fédérale sur les aides financières et les indemnités (loi sur les subventions, LSu)
[RS 616.1](#)
- Loi fédérale sur la géoinformation (loi sur la géoinformation, LGéo)
[RS 510.62](#)
- Ordonnance sur la mensuration officielle (OMO)
[RS 211.432.2](#)
- Ordonnance du DDPS sur la mensuration officielle (OMO-DDPS)
[RS 211.432.21](#)
- Stratégie et plan de mesures actuels de la mensuration officielle

1.4. Prescriptions

D'autres prescriptions s'appliquent en complément de la présente instruction pour le traitement des entreprises et notamment

- l'instruction Mensuration officielle «Déroulement administratif des entreprises»

Elles sont répertoriées dans le guide «Mensuration Officielle Suisse» sous <https://www.cadastre-manual.admin.ch> > Guide Mensuration officielle > Aspects juridiques & publications > [Instructions Mensuration officielle \(admin.ch\)](#)

2. Informations générales

Le versement d'une contribution fédérale n'est envisageable que si le service spécialisé de la Confédération a préalablement donné son feu vert à une demande d'ouverture d'entreprise déposée par le canton. La planification et l'ouverture doivent impérativement se conformer aux dispositions de l'instruction MO «Déroulement administratif des entreprises» pour que la demande de contribution fédérale puisse être prise en compte. Elle sera alors calculée sur la base des indications financières fournies.

Si les frais effectifs établis lors du décompte final et de la reconnaissance de l'entreprise s'écartent du coût total déclaré à l'ouverture, le canton adapte ce coût en conséquence dans la banque de données de l'«Administration de la mensuration officielle» (AMO). Les taux de contribution fédérale déterminants, décidés lors de l'ouverture de l'entreprise, restent inchangés, de même que la répartition des frais donnant droit à une contribution fédérale sur les zones de contribution (chap. 2.2). Les forfaits définis dans la présente instruction font exception à cette règle.

Toute pénalité conventionnelle éventuelle est déduite du coût total; la TVA est ajoutée à la fin, à l'issue du décompte final avec l'entrepreneur, le service cantonal du cadastre en vérifiant la vraisemblance; en cas de décomptes en régie, les coûts effectifs doivent être justifiés. Si l'indemnisation de l'entreprise s'effectue via une contribution fédérale forfaitaire, alors une vue d'ensemble des dépenses effectives doit être dressée; si le forfait versé est supérieur aux dépenses effectives, le canton doit confirmer que la différence est utilisée pour des travaux de la MO.

2.1. Travaux donnant droit à des indemnités fédérales

Le tableau récapitulatif suivant vaut pour des travaux de la MO dont le résultat est au standard MO93. Il s'applique par analogie pour des mensurations au standard NP (chap. 9.1), à quelques exceptions près (identifiées par une étoile).

Tableau 1: vue d'ensemble des travaux de la MO

		Catégorie de contribution fédérale						
		Premier relevé / nouveau relevé cf. chiffres 1 et 2, annexe OMO	Renouvellement cf. chiffre 3, annexe OMO	Abornement cf. chiffre 4, annexe OMO	Mise à jour périodique (MPD) cf. chiffre 6 lettre b, annexe OMO	Adaptations présentant un intérêt national exceptionnellement élevé (APIN) cf. chiffre 6 lettre a, annexe OMO	Projets pilotes cf. chiffre 7, annexe OMO	Aucune contribution fédérale cf. aussi art. 47d al. 2
		Chap. 3	Chap. 4	Chap. 5	Chap. 6	Chap. 7	Chap. 8	Chap. 2.3
Travaux exécutés	Abornement dans la région de montagne et la région d'estivage (chap. 5)			X				
	Abornement hors de la région de montagne et de la région d'estivage							X
	Remplacement de l'ancien standard selon les prescriptions en vigueur avant le 10 juin 1919, NP incluse (chap. 3 et 9.1)	X						
	Mesures prises par suite de phénomènes naturels (chap. 3.1) cf. chiffre 5, annexe OMO	X						
	Détermination des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent (chap. 3.2) cf. chiffre 5, annexe OMO	X						
	Elimination de tensions locales * (chap. 4.2 et 9.1)		X					
	Remplacement de l'ancien standard, NP incluse (chap. 4.1 et 9.1)		X					
	Révision de la MO à la suite de prescriptions fédérales modifiées (degré de spécification par exemple) * (chap. 4.1 et 9.1)		X					
	Mensuration à la suite d'améliorations intégrales et de remaniements parcellaires en agriculture et en sylviculture (chap. 4.3)		X					
	Mise à jour périodique des points fixes de catégorie 2 (chap. 6.1.1)				X			
	Mise à jour périodique de la couverture du sol et des objets divers * (chap. 6.2 et 9.1)				X			
	Passage au modèle de géodonnées de la mensuration officielle DMAV version 1.0 (chap. 7.1)					X		
	Correction topologique * (chap. 7.2 et 9.1)					X		
	Réunion de données à la suite de fusions de communes							X
	Travaux de correction visant à homogénéiser les données de la MO * (chap. 7.2 et 9.1)					X		
	Projets d'innovation et de développement (chap. 8)						X	
	Mise à jour permanente							X
	Modification de limite territoriale							X

* Travaux ne donnant pas droit à une contribution fédérale dans le cas de mensurations au standard NP (chap. 9.1).

Les travaux suivants font l'objet d'une indemnité forfaitaire:

- la mise à jour périodique (MPD) des points fixes planimétriques de catégorie 2 (chap. 6.1.1),
- la MPD de la couverture du sol et des objets divers (chap. 6.2) et
- le passage au modèle de données DMAV version 1.0 (chap. 7.1).

Dans ces différents cas de figure, les forfaits accordés lors de l'ouverture de l'entreprise s'appliquent lors de sa reconnaissance. Si, dans un canton, les dépenses effectives sont inférieures aux contributions fédérales forfaitaires en raison d'une situation particulière, le canton a malgré tout droit à la totalité du montant forfaitaire prévu, à condition que la part restante serve intégralement à financer d'autres travaux de la MO.

2.2. Vue d'ensemble des taux de contribution fédérale

Les indemnités fédérales varient selon la zone de contribution concernée. Leur définition se base sur les géodonnées des «Zones à bâtir Suisse (harmonisées)» et sur les géodonnées de base des «Limites des zones agricoles» (identificateur 149.1). Ces zones sont répertoriées à l'annexe de l'OMO et sont concrétisées ainsi:

- **Zone de contribution I:** zones construites et zones à bâtir
Surface de toutes les zones à bâtir harmonisées (Office fédéral du développement territorial) et d'éventuelles autres zones construites.
- **Zone de contribution II:** régions agricoles et régions forestières situées dans la région de plaine
Région de plaine et de collines selon le cadastre de la production agricole (Office fédéral de l'agriculture), déduction faite des zones construites et des zones à bâtir.
- **Zone de contribution III:** régions agricoles et régions forestières situées dans la région de montagne et région d'estivage selon le cadastre de la production agricole
Surface de toutes les régions de montagne I à IV et de la région d'estivage conformément aux limites des zones agricoles (Office fédéral de l'agriculture), déduction faite des zones construites et des zones à bâtir.

Cf. aussi sur le géoportail de la Confédération sous map.geo.admin.ch:

[«Zones à bâtir Suisse \(harmonisées\)»](#) et [«Limites des zones agricoles»](#)

Les taux de contribution fédérale (selon l'annexe de l'OMO) sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

Tableau 2: taux de contribution fédérale différencié suivant la zone de contribution concernée

		Zone de contribution		
		I	II	III
Catégorie de contribution fédérale	Premier relevé / nouveau relevé (chap. 3) cf. chiffres 1 et 2, annexe OMO	15 %	30 %	45 %
	Renouvellement (chap. 4) cf. chiffre 3, annexe OMO	15 %	20%	35 %
	Mensuration à la suite d'améliorations intégrales et de remaniements parcellaires en agriculture et en sylviculture (chap. 4.3) cf. chiffre 3 lettre d, annexe OMO	0 %	25 %	25 %
	Abornement (chap. 5) cf. chiffre 4, annexe OMO	0 %	0 %	25 %

Tableau 3: taux de contribution fédérale indifférencié

Catégorie de contribution fédérale	Taux de contribution
MPD (chap. 6) cf. chiffre 6 lettre b, annexe OMO	60 %
APIN (chap. 7) cf. chiffre 6 lettre a, annexe OMO	60 %
Projet pilote (chap. 8) cf. chiffre 7, annexe OMO	50 à 90 %

2.3. Prestations ne donnant droit à aucune indemnité fédérale

Aucune indemnisation par l'Office fédéral de topographie swisstopo n'est envisageable pour des prestations non répertoriées dans la présente instruction comme donnant droit à des contributions fédérales. Les frais non pris en compte sont énumérés à l'article 47d alinéa 2 OMO.

3. Premier relevé / nouveau relevé

Par premier relevé, on entend le traitement de zones n'ayant pas encore fait l'objet d'une mensuration.

Par nouveau relevé, on entend le remplacement d'une mensuration reconnue provisoirement, exécutée selon les prescriptions en vigueur avant le 10 juin 1919.

Les taux de contribution fédérale applicables selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2).

3.1. Mesures prises par suite de phénomènes naturels

Lorsque, par suite de phénomènes naturels, des mesures sont prises et qu'elles équivalent à un premier relevé, les taux prévus pour le premier relevé et l'abornement sont applicables par analogie (cf. chiffre 5, annexe OMO).

3.2. Détermination des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent

La détermination du périmètre d'une zone de territoires en mouvement permanent dans la mensuration officielle donne droit à une contribution. Les travaux préliminaires visant à déterminer le périmètre d'une zone de territoires en mouvement permanent (en collaboration avec des spécialistes des dangers naturels, etc.) sont à la charge du canton concerné.

Si les mouvements permanents du sol conduisent au remplacement d'une mensuration officielle dans une zone de territoires en mouvement permanent au sens entendu par l'article 660a CC, désignée comme telle par le canton, alors il s'agit d'un phénomène naturel tel qu'il est prévu au chiffre 5 de l'annexe de l'OMO. C'est la raison pour laquelle la Confédération verse une contribution pour les travaux de ce type, au taux alloué pour les premiers relevés. Le droit à une indemnité fédérale est lié à deux conditions: que le canton ait désigné la zone concernée comme étant une zone de territoires en mouvement permanent au sens entendu par l'article 660a CC et que les travaux requis équivalent à un premier relevé.

La manière de gérer des travaux liés à l'élimination de tensions locales est décrite au paragraphe 4.2.

4. Renouveaulement

Par renouvellement, on entend la modification ou le complément d'une mensuration approuvée définitivement (conformément aux prescriptions en vigueur à partir du 10 juin 1919) pour l'adapter aux prescriptions actuelles.

Les taux de contribution fédérale applicables selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2). Le taux valant pour les améliorations intégrales et les remaniements parcellaires constitue un cas particulier (chap. 4.3).

4.1. Révision de la MO à la suite de prescriptions fédérales modifiées

Les prescriptions régissant l'exécution de la MO évoluent au fil du temps. La validité des nouvelles prescriptions s'étend toujours à la totalité des travaux à venir concernant des œuvres de mensuration. Si des œuvres de mensuration déjà existantes sont adaptées ou révisées, les mesures correspondantes peuvent être annoncées comme un renouvellement.

S'il s'agit de mesures particulières qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé (APIN, cf. chiffre 6 lettre a, annexe OMO) et de la présente instruction (chap. 7), elles peuvent être cofinancées en qualité d'APIN.

4.2. Eliminations de tensions locales dans des œuvres de mensuration existantes

Les entreprises visant à éliminer des tensions locales dans des œuvres de mensuration existantes peuvent être cofinancées en qualité de renouvellements.

Les travaux de détermination des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent sont décrits au paragraphe 3.2.

4.3. Mensuration à la suite d'améliorations intégrales et de remaniements parcellaires en agriculture et en sylviculture

Les mensurations officielles réalisées après un remaniement parcellaire dans des zones où une mensuration approuvée définitivement existait auparavant sont considérées comme des renouvellements (cf. chiffre 3 lettre d annexe OMO) et le taux de 25 % prévu pour de tels cas peut leur être appliqué. Les travaux de mensuration en lien direct avec l'amélioration intégrale, cas par exemple de l'implantation de constructions ou de la nouvelle répartition, ne donnent droit à aucune contribution fédérale.

5. Abornement

Les travaux d'abornement réalisés lors de premiers relevés effectués dans la région de montagne et la région d'estivage (zone de contribution III) donnent droit à des contributions fédérales (cf. chiffre 4, annexe OMO), à condition toutefois que le canton prenne en charge une part appropriée des frais (au moins 25 %, c'est-à-dire autant que la Confédération). Les taux de contribution fédérale en vigueur selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2).

Les travaux d'abornement faisant suite à des phénomènes naturels (chap. 3.1) bénéficient également du soutien financier de la Confédération dans la zone de contribution III.

6. Mise à jour périodique (MPD)

Les taux de contribution fédérale en vigueur selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2). Les travaux ayant valeur de MPD sont indiqués dans la suite.

6.1. MPD des points fixes

Par MPD des points fixes, on entend la visite périodique des points fixes (incluant une mesure unique des points fixes planimétriques).

Tableau 4: mise à jour et contributions fédérales pour les points fixes (vue d'ensemble)

Point fixe	Compétence	Frais pris en compte
PFP2 Chap. 6.1.1	MO	MPD: cycle de 6, resp. 12 ans (suivant l'altitude du point) Forfait tenant compte de l'altitude du point (et du cycle de mise à jour) s'élevant au maximum à CHF 1000 par point. Contribution fédérale à hauteur de 60 %
PFA2 Chap. 6.1.2	MO	Condition requise pour une contribution fédérale d'une MPD: les nivellements ont fait l'objet d'un entretien systématique durant les deux dernières décennies.
PFP3 Chap. 6.1.3	MO	Zone de contribution I: relève de la mise à jour permanente Contributions fédérales pouvant aller jusqu'à CHF 600 par km ² au plus. Zone de contribution II et III: pas de contribution fédérale
PFA3 Chap. 6.1.4	MO	Pas de contribution fédérale
PFP1 Chap. 6.1.5	MN	Art. 22 LGéo; art. 2 OMN Pas de contribution fédérale
PFA1 Chap. 6.1.5	MN	

6.1.1. Points fixes planimétriques de catégorie 2 (PFP2)

Des montants forfaitaires sont fixés pour la MPD des PFP2. Le calcul des frais pris en compte pour la MPD des PFP2 se base sur des valeurs issues de l'expérience et sur un taux lié à la surface pour les régions situées en dessous, respectivement au-dessus de 2000 m. Les montants fixés intègrent la valeur indicative de ½ PFP2 par km², les déplacements, la mise à jour des croquis ainsi qu'une quote-part pour les réparations nécessaires ou les éventuels déplacements de points.

En raison de leur importance cruciale pour l'ensemble des géodonnées de base, les PFP2 situés en dessous de 2000 m doivent faire l'objet d'une visite tous les 6 ans. La périodicité passe à 12 ans pour les PFP2 situés au-dessus de 2000 m. Les PFP2 doivent être contrôlés au moyen de mesures, remis en état s'il y a lieu et documentés dans la banque de données des points fixes FPDS2 (entrée de la date de la visite). Des frais sont pris en compte à hauteur de:

- CHF 100 / km² en dessous de 2000 m, suivant un cycle de 6 ans resp.
- CHF 152 / km² au-dessus de 2000 m suivant un cycle de 12 ans.

Les montants maximaux, resp. forfaitaires versés sur une période de 12 ans sont indiqués dans le Tableau 5. Ce sont donc deux visites qui sont incluses pour les zones situées en dessous de 2000 m.

Dans les régions où la densité effective des points se situe largement en dessous de la valeur indicative retenue, une indemnité maximale des coûts pris en compte de CHF 1000 par point est fixée par période de 12 ans.

Tableau 5: montants forfaitaires pour la MPD des PFP2 (état le 10 janvier 2008)

	Frais pris en compte en CHF, TVA incluse	Contribution fédérale (60 %) en CHF, TVA incluse
AG	278 502	167 101
AI	34 194	20 517
AR	48 543	29 126
BE	1 124 117	674 470
BL	103 487	62 092
BS	7394	4437
FR	317 284	190 371
GE	49 043	29 426
GL	126 092	75 655
GR	223 000	133 800
JU	167 577	100 546
LU	285 387	171 232
NE	143 135	85 881
NW	47 395	28 437
OW	92 947	55 768
SG	382 647	229 588
SH	59 577	35 746
SO	158 010	94 806
SZ	166 384	99 830
TG	172 174	103 304
TI	514 305	308 583
UR	185 864	111 518
VD	560 818	336 491
VS	322 000	193 200
ZG	41 396	24 838
ZH	330 910	198 546

6.1.2. Points fixes altimétriques de catégorie 2 (PFA2)

Le service spécialisé de la Confédération renonce à établir un forfait pour la MPD des PFA2. Les travaux de ce type doivent être annoncés comme des entreprises PF2 basées sur les frais réels. Le service spécialisé de la Confédération vérifie alors si ces entreprises sont appropriées et bien conformes au concept cantonal des points fixes. Une MPD des PFA2 ne bénéficie de contributions fédérales que si le canton concerné a systématiquement entretenu ses nivellements durant les deux dernières décennies. La documentation de la MPD dans la banque de données des points fixes FPDS2 (entrée de la date de la visite) en fait également partie.

6.1.3. Points fixes planimétriques de catégorie 3 (PFP3)

Les PFP3 ne font l'objet d'un entretien actif qu'au sein des zones constructibles et des zones bâties. Les points concernés relèvent donc de la mise à jour permanente. En conséquence, une certaine réserve s'impose pour les mises à jour périodiques (visites tous les 12 ans) des PFP3. Lorsqu'elles sont concrètement envisagées, le service spécialisé de la Confédération vérifie si les entreprises concernées sont appropriées et bien conformes au concept cantonal des points fixes. Un plafond de CHF 600 (TVA incluse) par km² a été fixé pour les indemnités fédérales versées au titre des visites des PFP3, mesure de tous les PFP3 au sein des zones constructibles et des zones bâties comprise. Aucune indemnité fédérale n'est allouée pour la MPD des PFP3 en dehors des zones constructibles.

6.1.4. Points fixes altimétriques de catégorie 3 (PFA3)

Les visites de PFA3 ne donnent lieu à aucune contribution fédérale.

6.1.5. Cas particulier des points fixes planimétriques et altimétriques de la mensuration nationale (PFP1/PFA1)

La visite périodique des PFP1/PFA1 peut être combinée avec celle des PFP2/PFA2, moyennant une entente préalable avec la mensuration nationale géodésique (MN). Si c'est le cas, les frais relatifs à la visite des PFP1/PFA1 peuvent être facturés à la MN. La MN peut mandater les cantons pour qu'ils procèdent à la remise en état de points endommagés et prend ces frais intégralement à sa charge.

6.2. MPD de la couverture du sol et des objets divers

Les conditions suivantes s'appliquent dans le cas d'une MPD:

- un canton peut réaliser la MPD en une seule entreprise couvrant tout son territoire ou morceler le travail (en plusieurs zones d'un seul tenant d'une certaine ampleur), le nombre d'entreprises devant rester limité,
- le canton doit déposer le formulaire de déclaration applicable à l'exécution de la MPD de la couverture du sol et des objets divers ([Modèles & formulaires Mensuration officielle](#)) lors de l'ouverture de l'entreprise,
- le délai de réalisation d'une entreprise, du début des travaux jusqu'à sa demande de reconnaissance, ne doit pas excéder 24 mois.

Des forfaits liés à la surface sont définis dans la suite pour les travaux donnant droit à une contribution fédérale.

Chaque canton peut en outre prétendre à un montant fixe de CHF 25 000, TVA incluse (contribution fédérale: CHF 15 000). Si la MPD d'un canton est morcelée en plusieurs entreprises, ce montant fixe est réparti entre ces différentes entreprises, au prorata de la surface qu'elles couvrent par rapport à la surface totale du canton.

Les travaux donnant droit à une contribution pour une MPD comprennent l'actualisation des éléments suivants:

- les chemins, y compris les routes et les chemins forestiers, sans les voies de débardage;
- délimitations des lisières de forêts: contrôle et mise à jour selon les instructions des organes forestiers;
- délimitations des pâturages boisés (= pâturages boisés): mise à jour selon les indications des organes forestiers;
- autres surfaces boisées et haies le long de ruisseaux, de voies ferrées et d'autoroutes;
- sentiers (chemins de randonnée);
- réseau hydrographique (rus, rivières, lacs, roselières);
- ponts, cours d'eau canalisés, passages inférieurs: pour la prise en compte des réseaux dans le cas de chemins et de cours d'eau;
- jardins;
- cultures intensives, vignes;
- places de parc et autres surfaces en dur;
- autres genres de couverture du sol ayant subi des modifications significatives qui ne sont pas de nature constructive.

Autres travaux donnant droit à une contribution fédérale et inclus dans le forfait:

- travaux préliminaires généraux, un avant-projet par exemple;
- élaboration d'un cahier des charges et des documents de soumission;
- au prorata: frais engagés pour des photos aériennes, des orthophotos (y compris pour ses propres vols, les signalisations effectuées, les améliorations du MNT, etc.);
- établissement d'autres bases et sorties graphiques;
- au prorata: coûts de produits repris;
- exploitations d'intégration de données;
- travaux généraux de photogrammétrie;
- travaux de clôture.

Les travaux non répertoriés dans la liste ci-dessus, relevant par exemple de la mise à jour permanente ou visant à l'homogénéisation, **ne font pas partie** d'une première MPD de la couverture du sol et des objets divers.

6.2.1. Forfait alloué pour les frais d'une première MPD donnant droit à une contribution fédérale

Le forfait alloué pour les frais d'une première MPD donnant droit à une contribution fédérale s'élève à (par ha, TVA incluse):

Tableau 6: frais d'une première MPD donnant droit à une contribution fédérale

	Frais donnant droit à une contribution fédérale par ha, TVA incluse	Contribution fédérale à hauteur de 60 %, TVA incluse
Zones construites et zones à bâtir ¹	CHF 2,00	CHF 1,20
Zones au-dessus de la limite de la forêt ²	CHF 2,00	CHF 1,20
Autres zones	CHF 20,00	CHF 12,00

Les frais d'une première MPD donnant droit à une contribution fédérale concernent uniquement des zones au standard MO93 et actualisées il y a plus de 4 ans.

6.2.2. Forfait alloué pour les frais d'une MPD ultérieure donnant droit à une contribution fédérale

Le forfait alloué pour les frais d'une MPD ultérieure donnant droit à une contribution fédérale s'élève à (par ha, TVA incluse):

Tableau 7: frais d'une MPD ultérieure donnant droit à une contribution fédérale

	Frais donnant droit à une contribution fédérale par ha, TVA incluse	Contribution fédérale à hauteur de 60 %, TVA incluse
Zones construites et zones à bâtir ¹	CHF 1,00	CHF 0,60
Zones au-dessus de la limite de la forêt ²	CHF 1,00	CHF 0,60
Autres zones	CHF 10,00	CHF 6,00

Les contributions fédérales pour une MPD ultérieure ne peuvent concerner que des zones où l'exécution de la dernière MPD en date remonte à au moins six ans. La moyenne entre deux années (celle de la décision d'ouverture de l'entreprise et celle de sa reconnaissance) détermine l'année de référence de la première exécution de la MPD ou de la dernière en date. La règle suivante s'applique pour calculer l'année d'ouverture la plus proche possible d'une entreprise de MPD: année de référence plus 6 ans (cycle de mise à jour minimal) moins 1 année.

¹ Il s'agit de la «zone I» pour les zones construites et les zones à bâtir, cf. chiffre 1 lettre a, annexe OMO.

² Dans le cas des zones au-dessus de la limite de la forêt, il s'agit des zones qui ne comportent plus aucune forêt au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi sur les forêts (LFo).

7. Adaptations qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé (APIN)

Les taux de contribution fédérale en vigueur selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2).

Les travaux ayant valeur d'APIN sont indiqués dans la suite et cette liste est close.

7.1. Passage au modèle de géodonnées de la mensuration officielle DMAV version 1.0

La migration des données de la MO d'un modèle de géodonnées existant vers un nouveau modèle de géodonnées, resp. une nouvelle version constitue une APIN. Les forfaits suivants s'appliquent donc à la migration des données vers DMAV version 1.0.

Tableau 8: forfaits alloués pour la migration des données vers DMAV version 1.0

	Base fixe	Population	Superficie	Répartition (CHF) en fonction de la			Total
		Nbre hab.	ha	Base fixe	Population	Superficie	
		31.12.2021*	01.01.2022*	CHF	CHF	CHF	CHF
AG	1	685 845	141 250	53 846	334 713	47 437	436 000
AI	1	16 128	17 248	53 846	7 871	5 793	67 500
AR	1	55 445	24 284	53 846	27 059	8 155	89 100
BE	1	1 039 426	584 012	53 846	507 271	196 133	757 300
BL	1	289 468	51 767	53 846	141 269	17 385	212 500
BS	1	195 844	3 695	53 846	95 578	1 241	150 700
FR	1	321 831	174 698	53 846	157 063	58 670	269 600
GE	1	504 128	31 910	53 846	246 029	10 717	310 600
GL	1	40 590	68 994	53 846	19 809	23 171	96 800
GR	1	199 021	710 530	53 846	97 128	238 623	389 600
JU	1	73 584	84 151	53 846	35 911	28 261	118 000
LU	1	413 120	155 800	53 846	201 615	52 324	307 800
NE	1	176 496	71 755	53 846	86 135	24 098	164 100
NW	1	43 087	30 136	53 846	21 028	10 121	85 000
OW	1	37 930	50 054	53 846	18 511	16 810	89 200
SG	1	510 734	201 205	53 846	249 253	67 572	370 700
SH	1	82 348	29 868	53 846	40 188	10 031	104 100
SO	1	275 247	79 046	53 846	134 329	26 547	214 700
SZ	1	160 480	96 442	53 846	78 319	32 389	164 600
TG	1	279 547	86 392	53 846	136 427	29 014	219 300
TI	1	351 491	288 050	53 846	171 538	96 738	322 100
UR	1	36 703	109 575	53 846	17 912	36 799	108 600
VD	1	805 098	360 379	53 846	392 912	121 029	567 800
VS	1	345 525	523 524	53 846	168 626	175 819	398 300
ZG	1	127 642	27 031	53 846	62 293	9 078	125 200
ZH	1	1 539 275	166 884	53 846	751 212	56 046	861 100
	26	8 606 033	4 168 680	1 400 000	4 200 000	1 400 000	7 000 300
				1/5	3/5	1/5	

*Sources:

Population Office fédéral de la statistique
Superficie SwissBoundaries

Etat

31.12.2021
01.01.2022

7.2. Corrections topologiques et homogénéisations

Les corrections topologiques suivantes constituent des APIN:

- celles apportées aux limites territoriales,
- les travaux de mise au net visant à homogénéiser les données de la MO.

En accord avec le canton concerné, le service spécialisé de la Confédération définit au cas par cas si les travaux présentent ou non un intérêt national exceptionnellement élevé.

8. Projets pilotes

Les taux de contribution fédérale en vigueur selon l'annexe de l'OMO figurent sur le Tableau 2 (chap. 2.2).

Les projets pilotes possibles sont examinés au cas par cas et sont mis en œuvre avec l'accord du service spécialisé de la Confédération.

9. Cas particuliers

9.1. Mensurations au standard de numérisation préalable (NP)

Si une mensuration au standard NP a été effectuée dans le respect des prescriptions en vigueur avant le 10 juin 1919, alors son remplacement par une mensuration au standard MO93 constitue un premier relevé (chap. 3). Il s'agit d'un renouvellement dans le cas de mensurations plus récentes (chap. 4).

Les travaux suivants ne donnent pas droit à une contribution fédérale dans le cas de mensurations au standard NP, contrairement à celui des mensurations au standard MO93:

- la révision de la MO à la suite de prescriptions fédérales modifiées,
- l'élimination des tensions locales (chap. 4.2),
- la mise à jour périodique des points fixes (chap. 6.1) non disponibles au standard MO93,
- la mise à jour périodique de la couverture du sol et des objets divers (chap. 6.2),
- les corrections topologiques (chap. 7.2) et
- les travaux de mise au net visant à homogénéiser les données de la MO (chap. 7.2).

9.2. Frais pris en compte pour des travaux exécutés par des services officiels

Les travaux de la MO donnant droit à une contribution fédérale, exécutés par des services officiels et facturés au temps effectivement consacré, peuvent être imputés aux taux horaires maximaux suivants:

Tableau 9: taux horaires maximaux donnant droit à des contributions (état en 2025) en CHF

Catégorie selon la SIA	A	B	C	D	E	F	G
Taux horaire [CHF, hors TVA]	244	191	164	139	116	106	102

- Un plafond est à fixer à l'ouverture de chaque entreprise. Il correspond au montant maximal des frais donnant droit à une contribution fédérale. Si les dépenses effectives restent inférieures à ce plafond, seules les dépenses effectives donnent droit à une contribution fédérale.
- Le plafond des frais est à fixer de telle façon qu'il ne soit pas supérieur au prix du marché à attendre pour de tels travaux. Le service spécialisé de la Confédération contrôle la conformité du plafond avec le prix du marché à l'ouverture de l'entreprise.

10. Versement des indemnités fédérales

10.1. Plan de paiement au moment de l'ouverture de l'entreprise

Une quote-part de 80 % de l'indemnité fédérale provisoire calculée à l'ouverture de l'entreprise est versée pro rata temporis entre l'année suivant celle du début du contrat et la fin de l'année de reconnaissance prévue et est intégrée dans le plan de paiement. Le premier acompte peut également être versé dès l'année de début du contrat, selon la situation financière de la Confédération. Le paiement final (20 % de l'indemnité fédérale provisoire) intervient l'année suivant celle de la reconnaissance effective. Le plan de paiement au moment de l'ouverture de l'entreprise est présenté sur la Figure 1.

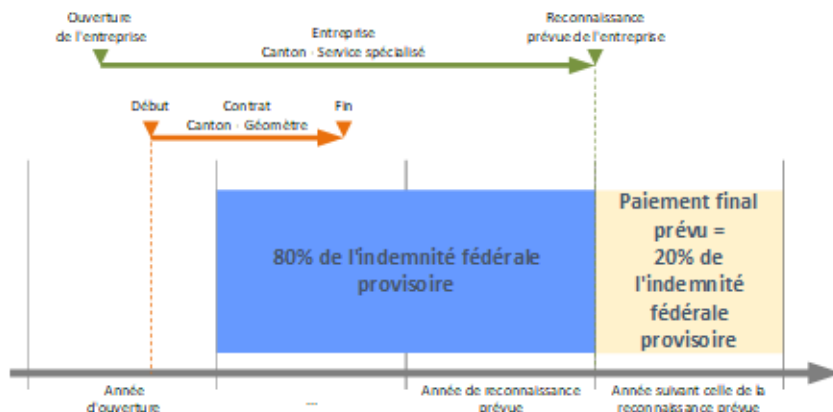


Figure 1: plan de paiement au moment de l'ouverture de l'entreprise

10.2. Plan de paiement au moment de la reconnaissance de l'entreprise

Le plan de paiement dépend du moment auquel intervient la reconnaissance effective de l'entreprise. Si elle intervient plus tard que prévu, le paiement final est lui aussi retardé. Il intervient alors l'année suivant celle de la reconnaissance effective. Ce cas de figure est présenté sur la Figure 2.

Il est possible que le paiement final soit anticipé pour intervenir durant l'année de reconnaissance effective. Deux conditions doivent alors être réunies: la situation financière de la Confédération doit le permettre et la reconnaissance a eu lieu avant le 15 novembre. Le service spécialisé de la Confédération prend cette décision en accord avec le canton.

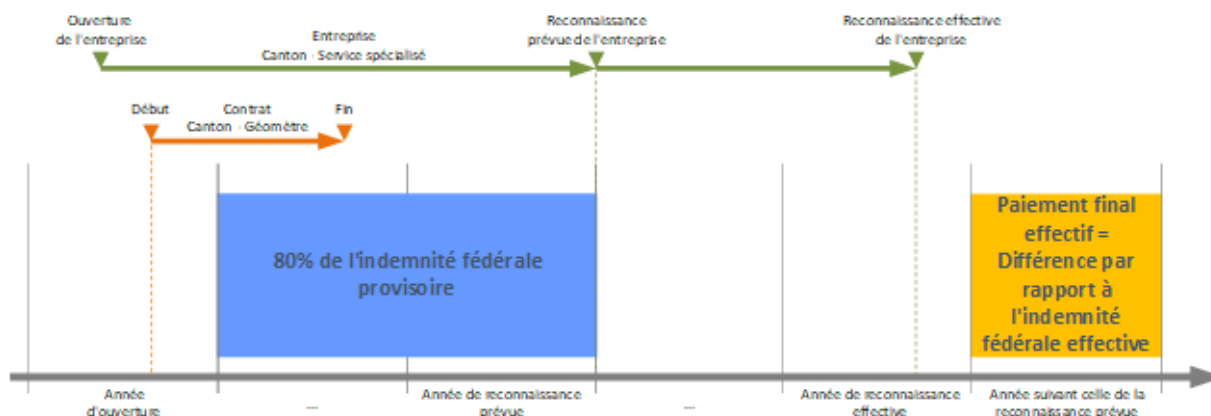


Figure 2: plan de paiement au moment de la reconnaissance de l'entreprise

11. Dispositions finales

11.1. Conséquences d'une réalisation insuffisante

Le service spécialisé de la Confédération peut notamment

- retenir tout ou partie du paiement final,
- suspendre le paiement des acomptes,
- demander le remboursement des acomptes déjà versés.

11.2. Entrée en vigueur

La présente instruction entre en vigueur le 1^{er} août 2025.

12. Modifications

Les modifications suivantes ont été apportées à l'instruction par rapport à la version précédente:

- des adaptations faisant suite à la révision de bases légales (et notamment les indications concernant le projet pilote);
- des précisions;
- des précisions concernant les NP et le plan de paiement;
- l'optimisation de la structure du document.